Indonésie : retour à la paix dans la province d'Aceh

Partage international n° 205 – Septembre 2005

Un accord de paix conclu entre le gouvernement indonésien et les rebelles du mouvement pour l'Aceh libre (GAM) a mis fin à une guerre civile de 29 ans qui a coûté la vie à 15 000 personnes. L'accord, signé le 15 août 2005 à Helsinki (Finlande) par des représentants des deux parties, est le résultat de nouvelles négociations de paix entamées après la dévastation d'une partie importante de cette province lors du tsunami de décembre 2004. Les parties impliquées dans le conflit ont convenu qu'il était temps de stopper les combats et de reconstruire un nouvel Aceh.

Selon les termes de l'accord, les rebelles ont accepté une forme de gouvernement local, ils ont renoncé à l'indépendance complète et se sont engagés à déposer les armes. Le gouvernement indonésien va retirer ses troupes de la région, libérer les prisonniers politiques et fournir des terres aux anciens combattants rebelles afin de les aider à réintégrer la vie civile. Une commission de vérité et de réconciliation va être mise sur pieds ainsi qu'un tribunal des droits de l'homme. L'Indonésie va aider les partis politiques locaux à s'organiser ; l'élection d'un chef régional sera mise sur pieds en 2006 et des élections législatives en 2009. Le nouveau gouvernement provincial conservera 70 % des revenus provenant de l'exploitation des énormes ressources naturelles de la province qui incluent le pétrole et le gaz. Une équipe composée d'environ 250 personnes provenant de l'Union européenne et de pays du sud-est asiatique supervisera l'application de l'accord. Le GAM espère que ces représentants s'assureront que les quelque 10 000 milices pro-gouvernementales seront désarmées.

Martti Ahtisaari, ancien président de la Finlande, qui a servi d'intermédiaire lors des discussions, a dépeint l'accord comme *« Le commencement d'une nouvelle ère pour Aceh »,* la cérémonie de signature a été l'occasion de déclarations encourageantes en provenance des deux parties. *« Nous sommes ici pour essayer d'écrire l'Histoire,* a déclaré Hamid Awaluddin, ministre indonésien de la Justice et des droits de l'homme. *Faisons en sorte que le goût amer du passé ne vienne pas détruire notre futur ».*

Des milliers de personnes ont été témoins de la signature des accords grâce à des écrans géants installés dans Banda Aceh, la mosquée principale de la capitale. Nassruddin, un enseignant, affirme : *« Je ne peux pas prédire ce qui va arriver, je sais seulement que nous voulons la fin des combats, nous voulons la prospérité et vivre en sécurité. »*

Indonésie
Date des faits : 15 août 2005
Sources : The Guardian, Grande-Bretagne
Thématiques : politique
Rubrique : Tendances